

je suis tu es  
nous sommes tous  
**migrants**



Communiqué de Presse 12 mars 2018

**LA NAISSANCE D'UN ENFANT NE SAURAIT SOUFFRIR AUCUN OBSTACLE  
L'ETAT DOIT REpondre DE L'INHUMANITE AVEUGLE  
QU'OCCASIONNE SA POLITIQUE ANTI-MIGRANTS**

**Suite à la naissance en extrême urgence d'un bébé d'exilés à Briançon (Hautes-Alpes), Tous Migrants dénonce la politique anti-migratoire qui ôte aux agents de l'Etat tout discernement et fait sombrer la France dans l'inhumanité. Tous Migrants appelle à un rassemblement massif Mercredi 14 mars à 9 heures devant la PAF de Montgenèvre, et entend intensifier la lutte contre ces violations des droits fondamentaux.**

*Rappel des faits* - Samedi soir 10 mars, un drame humain a été évité d'extrême justesse. Une famille d'exilés composée de deux enfants de 2 et 4 ans, d'un père et d'une mère enceinte de 8,5 mois sur le point d'accoucher, vient de passer la frontière franco-italienne à Montgenèvre. Un bénévole leur porte assistance et, face à l'urgence, les emmène en voiture vers l'hôpital de Briançon. Il est arrêté en chemin par les forces de l'ordre, qui malgré les cris et les contractions douloureuses de la femme, immobilisent le véhicule et retiennent ses occupants pendant plus d'une heure, une heure d'angoisse et de souffrance. Finalement transportée par les pompiers, la dame accouche par césarienne d'urgence quelques instants plus tard. Quant à son mari et ses jeunes enfants, ce n'est que sur sommation de l'hôpital de Briançon à la police aux frontières (PAF) qu'ils auraient de justesse échappé à l'expulsion et qu'ils seraient à l'abri, pour un temps du moins, mais loin de leur femme et mère.

**Le "problème", c'est que cette situation profondément dramatique n'avait rien d'une fatalité ; elle est le pur produit d'une politique anti-migratoire inhumaine, qui prive les agents de l'Etat français, douane, Police aux frontières ou autre, de toute faculté de discernement et nous fait tous sombrer dans une indicible inhumanité.**

Cet épisode paroxystique est la goutte d'eau qui fait déborder le vase de notre conscience citoyenne. Il fait fi de la mobilisation exemplaire de centaines de bénévoles, du Briançonnais et d'ailleurs, pour tenter d'offrir, un accueil digne et humain aux exilés qui arrivent quotidiennement sur notre territoire, palliant ainsi les manquements de l'Etat à ses obligations.

Après la chute de 40 mètres de deux migrants au Col de l'échelle en août, cherchant à fuir la traque policière, après la mort de Karim, jeune réfugié soudanais mort la semaine dernière de l'incurie de l'Etat, sur les trottoirs de la porte de la Chapelle à Paris, mais aussi après la naissance miraculeuse des bébés à bord des bateaux de sauvetage en Méditerranée, cet n<sup>ième</sup> épisode d'une politique anti-migratoire

absurde et sans fondement est trop gros, trop grossier, trop abject pour retomber dans l'oubli une fois l'émotion passée.

**Tous Migrants appelle à un rassemblement massif en marge de la convocation reçue par le bénévole incriminé, mercredi 14 mars à 9 heures devant le poste de la Police aux frontières de Montgenèvre.**

Cette mobilisation exprimera notre solidarité totale et sans réserve envers les bénévoles maraudeurs qui, tous les jours, contre l'Etat et les passeurs-trafiquants d'êtres humains, prennent de leur temps pour sauver des vies et la dignité humaine, à commencer par la nôtre. **Ce ne sont pas les citoyens solidaires qui sont dans l'illégalité mais bien l'Etat**, qui depuis des mois bafoue les droits fondamentaux à nos frontières : reconduite des mineurs, non-respect des procédures, absence d'interprète, formulaires pré-remplis...

**Nous invitons également tous les solidaires qui ne pourront se déplacer à signer la pétition - lettre ouverte reprenant les termes de cette dénonciation sur [www.change.org](http://www.change.org) <http://chn.ge/2HoXUni>**

Plus que jamais, Tous Migrants s'engage à mobiliser tous les moyens légaux à sa disposition et l'appui des associations partenaires, pour que cessent ces violations répétées des droits humains par des représentants de l'Etat, un Etat qui se dit de Droit.

Après des mois de pratiques étatiques illégales ou honteuses, les limites du tolérable ont une nouvelle fois été franchies.

**C'est désormais à la société civile de faire respecter la frontière, la frontière de l'humanité.**

*Contacts Presse:*

Benoît Ducos, Maraudeur bénévole 06 77 52 83 20

Laetitia Cuvelier, Tous Migrants (communication) 06 30 29 97 79

Michel Rousseau, Tous Migrants (trésorier/coordination) 06 80 60 43 50

Marie Dorléans, Tous Migrants (présidente) 06 64 72 95 60